



Groupe européen dédié à l'économie circulaire

Société Anonyme au capital de 14 149 840,80 €
Siège social : 3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris
RCS Paris B 562 122 226

Rapport Financier Semestriel Au 30 juin 2014

AUREA est un pôle de regroupement de PME spécialisées dans le développement durable. Le groupe, pur acteur de l'économie circulaire, est leader en Europe de la régénération des huiles noires moteur, pour la fabrication de roues à bandages à partir de pneus usagés et dans le recyclage du PVC rigide. Il est également recycleur de plastiques complexes et d'emballages, recycleur et affineur d'aluminium, recycleur de cuivre et producteur d'alliages cuivreux, spécialiste du traitement et du recyclage du zinc, du plomb et du cadmium. Le groupe est aussi un acteur reconnu du traitement et de la décontamination de déchets mercuriels.

Euronext Paris Compartiment C - Code ISIN FR 0000039232 - Mnémonique AURE - Indices CAC All-Tradable® et CAC Small®

www.aurea-france.com



AURE
LISTED
EURONEXT



Groupe européen dédié à l'économie circulaire

Rapport Financier Semestriel au 30/06/2014

Sommaire

1. Responsables du Rapport Financier Semestriel et du contrôle des comptes Page 3

1.1. Responsable du Rapport Financier Semestriel et attestation	Page 3
1.2. Responsables du contrôle des comptes	Page 3
1.3. Responsable de l'information financière	Page 3

2. Rapport de gestion sur les états financiers semestriels au 30 juin 2014 Page 4

2.1. Présentation du groupe AUREA	Page 4
2.2. Organigramme juridique au 30/06/2014	Page 4
2.3. Marche des affaires au cours du 1 ^{er} semestre 2014	Page 5
2.4. Eléments significatifs du 1 ^{er} semestre 2014	Page 6
2.5. Perspectives du 2 ^{ème} semestre 2014	Page 6
2.6. Description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté	Page 7
2.7. Informations concernant le capital de la société et les sociétés contrôlées	Page 7

Comptes consolidés au 30 juin 2014 Page 11

Bilan simplifié actif et passif	Page 12
Compte de résultat	Page 13
Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Page 14
Tableau des flux de trésorerie	Page 15
Variation des capitaux propres	Page 16
Annexe aux comptes consolidés	Page 17
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle au 30 juin 2014	Page 36

Chapitre 1

Responsables du Rapport Financier Semestriel et du contrôle des comptes

1.1. Responsable du Rapport Financier Semestriel et attestation

"J'atteste, à ma connaissance que les comptes consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2014 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice".

Joël PICARD
Président Directeur Général
Paris, le 29/08/2014

1.2. Responsables du contrôle des comptes

1.2.1. Commissaires aux comptes titulaires

Le Cabinet Gilles HUBERT – 82, rue de Rigny – 94360 Bry sur Marne, représenté par Monsieur Guilhem PRINCÉ, renouvelé le 24 juin 2009 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2014.

Le Cabinet Comptabilité Finance Gestion Audit - 10, rue Ernest Psichari - 75007 Paris, représenté par Monsieur Sébastien INDUNI, nommé le 24 juin 2009 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2014.

1.2.2. Commissaires aux comptes suppléants

La société AUDITEC – 104, rue Réaumur – 75002 Paris, renouvelée le 24 juin 2009 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2014.

Le Cabinet FGH Audit - 8, rue Dupleix - 75008 Paris, nommé le 24 juin 2009 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2014.

1.3. Responsable de l'information financière

Joël PICARD
Président Directeur Général
AUREA
3, Avenue Bertie Albrecht
75008 Paris

Téléphone : 01 53 83 85 45
Télécopie: 01 53 83 85 46
contact@aurea-france.com

www.aurea-france.com

Chapitre 2

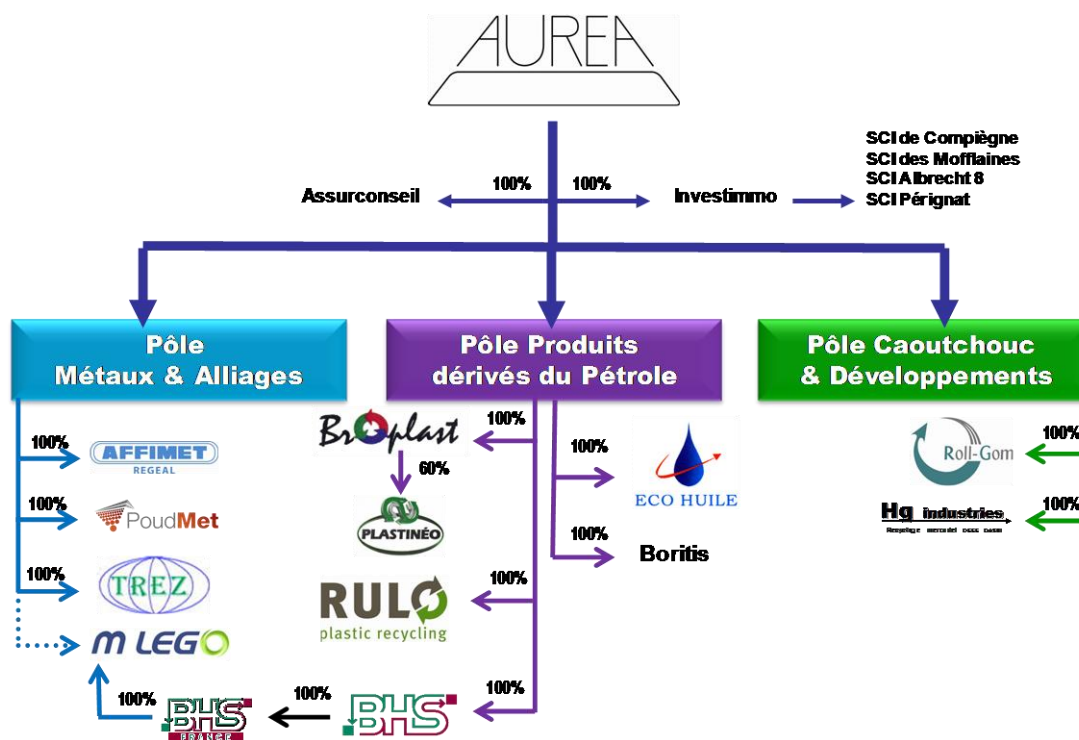
Rapport de gestion sur les états financiers semestriels au 30 juin 2014

2.1. Présentation du groupe AUREA

AUREA est un pôle de regroupement de PME spécialisées dans le développement durable et l'économie circulaire.

- Le groupe AUREA est fort de 10 sites industriels principaux et de 7 sites industriels secondaires en France, Allemagne et Belgique,
- Il est organisé en 3 pôles d'activité : Métaux & Alliages, Produits dérivés du Pétrole, Caoutchouc et Développements,
- Il compte 435 collaborateurs.

2.2. Organigramme juridique au 30/06/2014



Le groupe AUREA a été retenu le 24/06/2014 par le Tribunal de commerce de Tournai (Belgique) comme repreneur des actifs industriels et immobiliers de la société FLORIDIENNE CHIMIE, spécialisée dans le traitement et le recyclage du zinc, du cadmium, du plomb. L'acquisition par la société AUREA Belgique, filiale à 100% d'AUREA agissant par substitution, a été réalisée le 2/07/2014.

2.3. Marche des affaires au cours du 1^{er} semestre 2014

2.3.1. Activité

CA consolidé en M€	30/06/2014	30/06/2013
1 ^{er} trimestre	44,3	40,1
2 ^{ème} trimestre	45,0	42,8
Total CA consolidé au 30 juin	89,4	83,0

Le chiffre d'affaires consolidé du 1^{er} semestre 2014 s'élève à 89,3 M€ en hausse de 7,6% par rapport à l'exercice précédent, en dépit d'une baisse des cours moyens des métaux (cuivre et aluminium) d'environ 12% de semestre à semestre et d'un mois de mai 2014 marqué par une activité industrielle faible en raison des nombreux ponts.

- **Le pôle Métaux & Alliages** présente une progression de son chiffre d'affaires semestriel de 10%, le T2 montrant une nette accélération par rapport au T1. Cette situation résulte de l'accroissement des volumes vendus, particulièrement dans l'aluminium, alors même que les cours moyens de l'aluminium et du cuivre – donc la part des métaux dans les prix de vente – ont subi une baisse d'environ 12%.
- **Le pôle Produits dérivés du Pétrole** a réalisé sur le 1^{er} semestre 2014 un chiffre d'affaires équivalent à celui de l'an dernier. Les approvisionnements en huiles usagées ont été conformes aux attentes, alors que le prix de vente des huiles régénérées est resté stable. Les ventes de plastiques complexes et de PVC recyclés sont restées comparables à l'an dernier.
- **Le pôle Caoutchouc & Développements**, qui inclut le recyclage des pneus et la décontamination mercurielle avec la nouvelle filiale HG INDUSTRIES, a enregistré une progression de son chiffre d'affaires de 7% sur le semestre. Les ventes de ROLL GOM se sont, comme prévu, ralenties au deuxième trimestre, tout en restant d'un niveau proche de celles de l'an dernier. HG INDUSTRIES, acquise fin mars 2014, a contribué de façon marginale aux ventes du 1^{er} semestre.

2.3.2. Résultats

Résultats consolidés en M€	30/06/2014	30/06/2013
Chiffre d'affaires consolidé	89,4	83,0
Résultat opérationnel courant	2,4	2,5
Résultat opérationnel	2,6	2,5
Résultat net des activités poursuivies	1,7	1,7
Résultat net des entreprises intégrées	1,2	1,7
Résultat net part du groupe	1,2	1,7

Le résultat opérationnel du 1^{er} semestre 2014 s'établit à 2,6 M€ contre 2,5 M€ au S1 2013.

Tous les pôles contribuent positivement à ce résultat opérationnel :

- **Pôle Métaux & Alliages** : La contribution du pôle au résultat consolidé du groupe progresse par l'accroissement du volume des ventes, particulièrement sensible dans l'aluminium chez REGEAL. Dans le cuivre, POUDMET et M LEGO ont montré une bonne activité tout au long du semestre, les investissements industriels réalisés permettant de consolider les parts de marché. La baisse des cours du cuivre et de l'aluminium, d'environ 12% de semestre à semestre, a eu un impact limité sur les résultats compte tenu des mesures de protection prises.

- **Pôle Produits dérivés du Pétrole** : Dans le secteur des huiles usagées, l'usine d'ECO HUILE a connu une activité industrielle satisfaisante et a fini le semestre avec environ 30% de stocks de plus que fin juin l'an dernier. Les plastiques complexes restent sur un marché porteur, malgré les difficultés des plasturgistes dans le contexte économique actuel, et BROPLAST maintient sa position de leadership technique avec des perspectives de croissance intéressantes. Le secteur des PVC reste difficile mais les mesures prises chez RULO et BROPLAST ont permis de consolider une situation qui reste fragile. La perte nette de la filiale allemande figure dans la rubrique « Résultat net des activités cédées ou abandonnées ».
- **Pôle Caoutchouc & Développements** : Malgré un léger tassement des ventes de ROLL GOM en fin de période, l'activité a été satisfaisante au 1er semestre avec des ventes supérieures à celle de l'an dernier et un fonctionnement optimal des équipements industriels ayant fait l'objet d'investissements significatifs ces deux dernières années. La contribution de l'activité de décontamination chez HG INDUSTRIES a été non significative sur le semestre.
- Le résultat net des activités poursuivies s'élève à 1,7 M€ et le résultat net part du groupe à 1,2 M€, incluant une perte nette de TREZ de 0,7 M€, liée à la poursuite des travaux de développements / tests associés à la remise en état de son outil industriel. La part non courante du résultat comprend principalement l'écart de première consolidation de HG INDUSTRIES, acquise en mars 2014.
- **Situation financière au 30 juin 2014** : Au 30/06/2014, les fonds propres consolidés s'élèvent à 69,5 M€, en légère baisse par rapport à la situation au 31/12/2013, en raison de la prise en compte du dividende à verser au titre de l'exercice 2013 décidé à l'Assemblée Générale des actionnaires du 26/06/2014 et de l'augmentation du nombre d'actions d'autocontrôle acquises dans le cadre du programme de rachat. La trésorerie disponible s'établit à 18,0 M€ au 30/06/2014. Le besoin en fonds de roulement a augmenté de 7,4 M€ entre le 31/12/2013 et le 30/06/2014, conséquence de ventes soutenues en mai et juin 2014. La sortie de cash pour l'acquisition des actifs de FLORIDIENNE CHIMIE début juillet 2014 a été, pour des raisons procédurales, réalisée en grande partie avant le 30 juin. Le solde a été réglé en juillet. A l'issue des deux opérations de croissance externes réalisées depuis le début de l'exercice, AUREA continue de disposer d'un niveau de trésorerie lui permettant de poursuivre sa stratégie de croissance externe.

2.4. Eléments significatifs du 1^{er} semestre 2014

AUREA a repris le 19/03/2014 la société HG INDUSTRIES, spécialisée dans la dépollution et le recyclage de déchets mercuriels et dont le savoir-faire est reconnu dans l'extraction et le raffinage du mercure extrait des piles usagées, des poudres thermoluminescentes, des terres polluées, des amalgames dentaires...

HG INDUSTRIES dispose d'un outil industriel très récent qui comprend notamment une unité de désorption thermique très basse pression avec agitation mécanique, qui permet de diviser par 2 la consommation énergétique et par 10 l'impact environnemental.

2.5. Perspectives du 2^{ème} semestre 2014

Même si les quelques éléments favorables constatés au 1er semestre semblent perdurer au début du 2ème semestre, le groupe AUREA reste prudent quant à la solvabilité de ses clients et organise sa flexibilité pour faire face aux difficultés qui pourraient résulter d'une dégradation du contexte économique actuel.

L'intégration des activités de FLORIDIENNE CHIMIE dans le groupe sera réalisée d'ici la fin de l'exercice. Par ailleurs, plusieurs dossiers de croissance externe demeurent à l'étude.

2.6. Description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté

Les principaux risques et incertitudes auxquels le groupe AUREA pourrait être confronté au cours du 2^{ème} semestre 2014 sont de même nature que ceux décrits en pages 60 à 64 dans le document de référence 2013, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 5/06/2014 sous le numéro D.14-0600 et disponible sur le site www.aurea-france.com.

Le groupe constate que ses activités se poursuivent normalement, avec des perspectives en amélioration, malgré un contexte économique perturbé.

2.7. Informations concernant le capital de la société et les sociétés contrôlées

2.7.1. Sociétés contrôlées directement et indirectement au 30/06/2014 et part du capital détenue par AUREA

Société	Forme sociale	% de capital détenu
AUREA	SA	Société consolidante
AUREA Assurconseil	SARL	100%
AUREA Belgique	SPRL	100%
AUREA Investimmo	SAS	100%
AUREA Investissements	SAS	100%
AUREA Portugal (ex IBER Reciclagem)	SA	98%
BHS (Allemagne)	GmbH	100%
BHS France	SARL	100%
BORITIS	SAS	100%
BROPLAST	SAS	100%
ECO HUILE	SA	100%
HG INDUSTRIES	SAS	100%
IBER Reciclagem II (Portugal)	LDA	98%
M LEGO	SAS	100%
MATEREGE	SARL	100%
OIL ENVIRONNEMENTAL AFRICA (Côte d'Ivoire)	SA	60%
PLASTINEO	SAS	60%
POUDMET	SAS	100%
REGEAL	SAS	100%
ROLL GOM	SAS	100%
RULO (Belgique)	SA	100%
TREZ France	SAS	100%
SCI des Mouflaines	SCI	100%
SCI de Compiègne	SCI	100%
SCI Albrecht 8	SCI	100%
SCI Pérignat	SCI	100%

Aucune de ces sociétés ne détient de participation dans la société AUREA.

AUREA Belgique, repreneur de FLORIDIENNE CHIMIE début juillet 2014, n'a pas été consolidée au 30/06/2014.

2.7.2. Identité des personnes détenant une participation significative dans le capital de la société au 30/06/2014

Conformément aux dispositions de l'article L.233-13 du Code de commerce, les personnes physiques ou morales qui détiennent directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales sont les suivantes :

- Joël PICARD, demeurant Rond Point de l'Etoile 3 – 1050 Belgique, né le 17 septembre 1944 à Morzine (74) détient 2 158 232 actions AUREA, soit 18,6% du capital et 23,3% des droits de vote nets.
- La société FINANCIERE 97, dont le siège social est 3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris, immatriculée 384 723 921 RCS Paris, détient 4 044 543 actions, soit 34,9% du capital et 43,4% des droits de vote nets. Cette société est contrôlée par Joël PICARD.
- La société ZENLOR, SAS au capital de 50 632 111 € dont le siège social est 25, rue Marbeuf - 75008 Paris, immatriculée 478 396 658 RCS Paris, détient 598 209 actions représentant 5,2% du capital et 6,1% des droits de vote nets.
- La société CM-CIC Investissement, dont le siège social est 28 avenue de l'Opéra - 75002 Paris, immatriculée 317 586 220 RCS Paris, détient 732 500 actions représentant 6,3% du capital et 5,8% des droits de vote nets.

Par ailleurs :

- Messieurs Antoine DIESBECQ, Bernard GALLOIS, René RIPER, Roland du LUART, Madame Myrtille PICARD et la société FINANCIERE 97, administrateurs de la société, détiennent le nombre d'actions minimum pour être administrateur, à savoir 25 actions.

2.7.3. Répartition du capital et des droits de vote au 30/06/2014

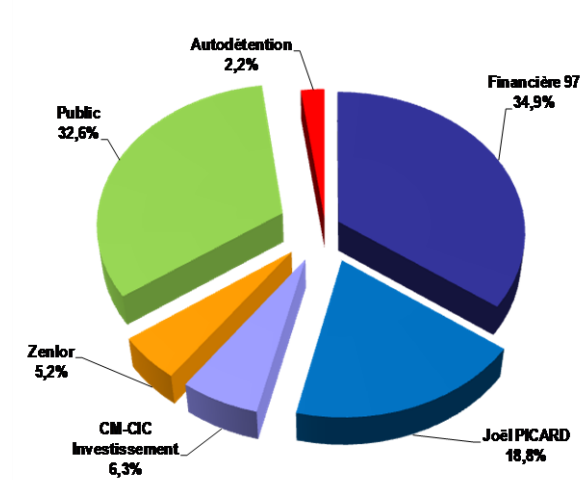
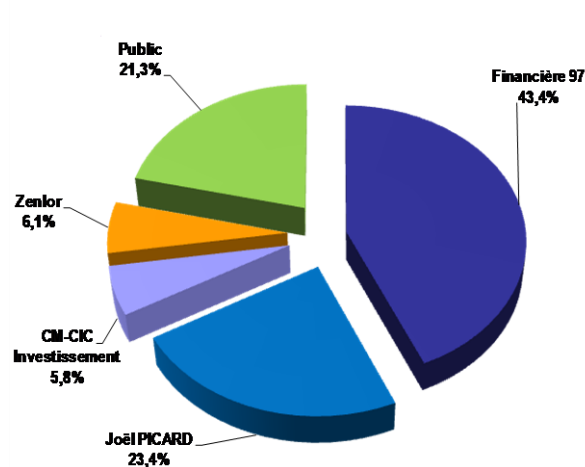
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre brut de droits de vote	% des droits de vote bruts	Nombre net de droits de vote (****)	% des droits de vote nets
FINANCIERE 97 (*)	4 044 543	34,9%	7 790 309	42,8%	7 790 309	43,4%
Joël PICARD (**)	2 181 780	18,8%	4 202 973	23,0%	4 202 973	23,4%
Sous total Joël PICARD + FINANCIERE 97	6 226 323	53,7%	11 993 282	65,8%	11 993 282	66,8%
René RIPER	122 584	1,1%	122 584	0,7%	122 584	0,7%
Antoine DIESBECQ	656	0,0%	656	0,0%	656	0,0%
Bernard GALLOIS	368	0,0%	368	0,0%	368	0,0%
Roland du LUART	5 654	0,0%	5 654	0,0%	5 654	0,0%
Myrtille PICARD	102	0,0%	102	0,0%	102	0,0%
Total Administrateurs	6 355 687	54,8%	12 116 890	66,5%	12 116 890	67,4%
CM CIC Investissement (***)	732 500	6,3%	1 047 428	5,8%	1 047 428	5,8%
ZENLOR (***)	598 209	5,2%	1 088 352	6,0%	1 088 352	6,1%
Auto-détention et programme de rachat	250 488	2,2%	250 488	1,4%	-	-
Public	3 663 116	31,6%	3 712 978	20,4%	3 712 978	20,7%
TOTAL	11 600 000	100,00%	18 216 136	100,00%	17 965 648	100,00%

(*) Détenue directement ou indirectement à plus des 2/3 du capital par Joël PICARD et sa famille. Joël PICARD est membre du conseil d'administration de FINANCIERE 97, ainsi que ses 2 filles Myrtille PICARD et Aïrelle PICARD.

(**) Directement et indirectement via la société NORTHBROOK Belgium qu'il contrôle

(***) A la connaissance de la société (prise en compte uniquement des titres au nominatif)

(****) Nombre net = nombre total de droits de vote retraité des actions privées de droit de vote (auto-détention)

Répartition du capital au 30/06/2014**Répartition des droits de vote nets au 30/06/2014****2.7.4. Déclarations de franchissement de seuils au cours du 1^{er} semestre 2014**

Néant

2.7.5. Déclarations relatives aux opérations effectuées par les administrateurs

Au cours du 1^{er} semestre 2014, une seule déclaration a été publiée :

Déclaration de Joël PICARD, administrateur :

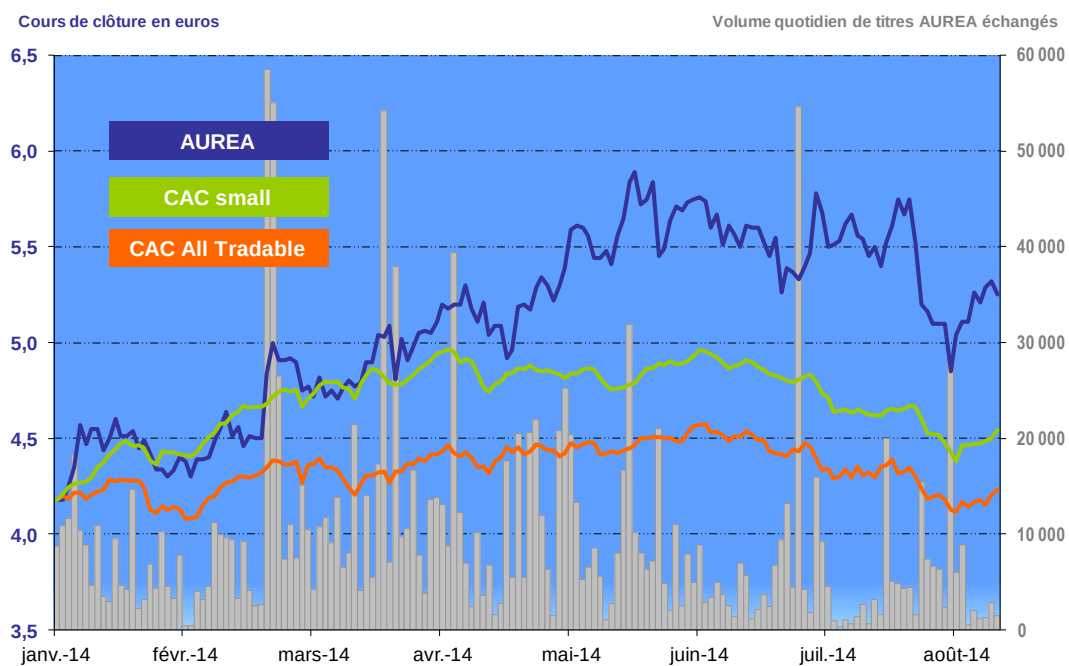
- Acquisition le 30/12/2013 de 97 actions AUREA sur la base d'un prix unitaire de 4,11 €.

2.7.6. Rachat par la société de ses propres actions

L'assemblée générale du 26/06/2014, dans sa 9^{ème} résolution, a renouvelé l'autorisation pour AUREA d'opérer sur ses propres actions dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions.

Au 30/06/2014, la société détenait au total 250 488 actions (incluant le contrat de liquidité) représentant 2,2% du capital.

2.7.8. Evolution du cours de bourse depuis le 01/01/2014



A noter qu'il existe une autre ligne de cotation :

- Obligations maturité 12/06/2019
- Taux d'intérêt annuel 4,75%
- Cotation au fixing sur Alternext sous le mnémonique AURAA



Groupe européen dédié à l'économie circulaire

Comptes consolidés

au 30 juin 2014

Comptes consolidés au 30/06/2014

Bilan simplifié actif et passif

En K€	30/06/2014 IFRS	31/12/2013 IFRS	30/06/2013 IFRS	30/06/2012 IFRS
Ecarts d'acquisition	11 550	11 532	11 502	10 195
Immobilisations incorporelles	1156	1 150	1 228	2 609
Immobilisations corporelles	45 183	45 507	42 592	44 229
Actifs financiers non courants	1 353	1 367	1 370	2 079
Actifs d'impôts différés non courants	224	289	1 177	2 709
Actifs non courants	59 466	59 845	57 869	61 820
Stocks	24 562	25 224	24 133	26 667
Clients et autres débiteurs	36 103	22 340	29 692	32 147
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18 016	25 387	31 215	44 736
Actifs courants	78 680	72 951	85 040	103 551
Actifs destinés à être cédés	338	183	-	-
TOTAL ACTIF	138 484	132 979	142 909	165 371

En K€	30/06/2014 IFRS	31/12/2013 IFRS	30/06/2013 IFRS	30/06/2012 IFRS
Capital	13 920	13 920	14 210	14 013
Primes	18 004	17 989	19 401	18 946
Actions propres	-1 211	-651	-2 452	-2 408
Résultats accumulés	37 584	37 289	37 386	36 915
Résultat de l'exercice	1 238	1 450	1 668	2 120
Intérêts minoritaires	-	-3	4	269
Capitaux propres	69 535	69 994	70 218	69 855
Emprunts portant intérêts	21 450	21 157	23 868	8 233
Provisions pour risques et charges	117	78	87	211
Passifs d'impôts différés non courants	7 472	6 858	6 730	8 945
Engagements de retraite	1 096	1 090	1 195	1 133
Passifs non courants	30 135	29 183	31 880	18 522
Provisions pour risques et charges	931	1 097	1 580	1 211
Fournisseurs et autres créditeurs	31 316	25 595	32 611	34 866
Partie à court terme des emprunts portant intérêts	4 806	6 761	5 476	39 178
Emprunts court terme	158	268	5	615
Autres passifs courants	1 147	-	1 139	1 125
Passifs courants	38 358	33 721	40 812	76 994
Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés	455	81	-	-
TOTAL PASSIF	138 484	132 979	142 909	165 371

Comptes consolidés au 30/06/2014

Compte de résultat

En K€	30/06/2014 IFRS	31/12/2013 IFRS	30/06/2013 IFRS	30/06/2012 IFRS
Chiffre d'affaires consolidé	89 356	156 581	83 175	95 595
Production stockée	-106	-500	292	-211
Achats et services extérieurs	-73 208	-127 104	-67 680	-75 071
Impôts et taxes	-1 104	-2 481	-1 067	-1 215
Frais de personnel	-10 017	-19 449	-10 093	-10 887
Autres produits et charges opérationnels	82	472	405	-88
Dotations nettes aux amortissements et provisions opérationnels	-2 648	-4 918	-2 522	-2 750
Résultat opérationnel courant	2 355	2 601	2 511	5 372
Autres produits opérationnels non courants	607	2 712	287	52
Autres charges opérationnelles non courantes	-376	-1 051	-338	-872
Résultat opérationnel	2 586	4 262	2 459	4 552
Coût de l'endettement financier net	-292	-878	-369	-750
Charge d'impôt	-594	-370	-423	-1 693
Résultat net des activités poursuivies	1 700	3 020	1 667	2 109
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-460	-1 577	-	-
Résultat net des entreprises intégrées	1 241	1 443	1 667	2 109
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-
Résultat net	1 241	1 443	1 667	2 109
RESULTAT NET PART DU GROUPE	1 238	1 450	1 668	2 120
Intérêts minoritaires	3	-8	-1	-11

Résultat net par action des activités poursuivies	0,15 €	0,26 €	0,15 €	0,19 €
Résultat dilué par action des activités poursuivies	0,15 €	0,26 €	0,15 €	0,19 €
Résultat net par action part du groupe	0,11 €	0,13 €	0,15 €	0,19 €
Résultat dilué par action part du groupe	0,11 €	0,13 €	0,15 €	0,19 €

Comptes consolidés au 30/06/2014

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>En K€</i>	30/06/2014 IFRS	31/12/2013 IFRS	30/06/2013 IFRS	30/06/2012 IFRS
Résultat net part du groupe	1 241	1 450	1 668	2 120
Ecart de conversion	-	-	-	-
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-	-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-
Changements de méthodes	-	-	-	-
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-142	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-
Impôts	-	46	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part du groupe	-	-96	-	-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part du groupe	1 238	1 354	1 668	2 120
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part des minoritaires	3	-	-	-11
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 241	1 354	1 668	2 109

Comptes consolidés au 30/06/2014

Tableau des flux de trésorerie

En K€	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013	30/06/2012
	IFRS	IFRS	IFRS	IFRS
Résultat consolidé (y compris intérêts minoritaires)	1 241	1 442	1 667	2 109
Dotations nettes aux amortissements et provisions	2 660	4 502	2 591	2 921
Autres produits et charges calculés	-323	-1 408	-35	-
Plus et moins values de cession	25	261	50	289
Païement fondé sur des actions	15	52	30	41
Coût de l'endettement financier net	291	879	563	750
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	594	603	423	1 693
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-	-
Capacité d'autofinancement (*)	4 503	6 330	5 359	7 803
Variation du BFR :				
Impôts versés et variation des impôts différés	-774	-656	-210	-2 031
Variation du BFR liée à l'activité	-6 812	-3 261	-2 588	1 834
Variation de trésorerie générée par l'activité (A) (**)	-3 083	2 413	2 561	7 606
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-959	-3 916	-1 179	-1 121
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	8	29	25	-
Variations nettes des autres actifs financiers non courants	-2	-269	-25	-214
Variation nette des titres non consolidés	-	-	-10	-18
Dividendes reçus des entreprises associées et non consolidées	-	-	-	-
Incidence des variations de périmètre	-20	-110	-241	-
Autres	11	-40	3	-
Flux net de trésorerie lié aux investissements (B)	-963	-4 307	-1 427	-1 353
Dividendes à verser aux actionnaires de la société mère	-1 147	-1 140	-1 139	-1 125
Dettes vis-à-vis des actionnaires (***)	1 147	-	-	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-	-	-
Augmentation de capital	-	889	-	-
Achat et revente d'actions propres	-561	-779	-4	-50
Encaissements liés aux nouveaux emprunts et dettes financières	396	16 818	15 184	1 864
Remboursement des emprunts et dettes financières	-2 867	-7 661	-2 787	-3 714
Autres flux liés aux opérations de financement	-291	-460	-525	-750
Flux net de trésorerie lié aux financements (C)	-3 324	7 669	10 729	-3 774
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (A+B+C) (****)	-7 370	5 775	11 863	2 479
Trésorerie nette d'ouverture	25 132	19 348	19 348	41 644
Trésorerie nette de clôture	17 762	25 123	31 210	44 121

(*) La capacité d'autofinancement s'entend avant coût de l'endettement financier et impôt.

(**) La variation de trésorerie générée par l'activité comprend la capacité d'autofinancement, la variation du BFR liée à l'activité et les impôts versés.

(***) Au 30/06/2014, les dettes vis-à-vis des actionnaires, correspondant aux dividendes à verser, ont été positionnées sur une ligne spécifique alors qu'elles étaient auparavant incluses dans les dettes financières.

(****) La variation de trésorerie nette correspond à la somme algébrique des sous-totaux A à C.

Comptes consolidés au 30/06/2014

Variation des capitaux propres

En K€	Nombre d'actions	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 31/12/2011	11 677 354	14 013	18 904	-2 358	38 040	68 599	279	68 879
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	41	-	-	41	-	41
Opérations sur titres auto détenus	-	-	-	-50	-	-50	-	-50
Dividendes	-	-	-	-	-1 125	-1 125	-	-1 125
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	2 120	2 120	-11	2 109
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 30/06/2012	11 677 354	14 013	18 946	-2 408	39 036	69 586	269	69 855
Capitaux propres au 31/12/2012	11 842 054	14 210	19 371	-2 448	38 477	69 610	294	69 904
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	30	-	-	30	-	30
Opérations sur titres auto détenus	-	-	-	-4	-	-4	-	-4
Dividendes	-	-	-	-	-1 139	-1 139	-	-1 139
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	1 668	1 668	-1	1 667
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	47	47	-289	-242
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 30/06/2013	11 842 054	14 210	19 401	-2 452	39 053	70 212	4	70 216
Capitaux propres au 31/12/2013	11 600 000	13 921	17 988	-651	38 739	69 997	-4	69 993
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	15	-	-	15	-	15
Opérations sur titres auto détenus	-	-	-	-559	-	-559	-	-559
Dividendes	-	-	-	-	-1 146	-1 146	-	-1 146
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	1 238	1 238	3	1 241
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-8	-8	-	-8
Capitaux propres au 30/06/2014	11 600 000	13 921	18 003	-1 210	38 822	69 536	-1	69 535

Le capital d'AUREA est constitué au 30/06/2014 de 11 600 000 actions de 1,20 € entièrement libérées.

A noter que 191 534 actions nouvelles ont été admises aux négociations sur Euronext Paris le 29/07/2014, suite au paiement du dividende en actions. Compte tenu de ces 191 534 actions nouvelles, le capital d'AUREA est désormais composé de 11 791 534 actions.

Comptes consolidés au 30/06/2014

Annexe

AUREA est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce.

La société a son siège social 3, avenue Bertie Albrecht à Paris (75008) et est cotée à Paris au compartiment C de l'Eurolist.

Tous les chiffres, sauf précision contraire, sont présentés en milliers d'euros.

1. Principes comptables et méthodes d'évaluation

1.1. Principes d'établissement des comptes

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe qui sont publiés au titre du 1^{er} semestre 2014 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Il comprend les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), c'est-à-dire, les normes IFRS, les normes comptables internationales (IAS) et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC).

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2014 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 «Information Financière Intermédiaire ». S'agissant des comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, présentés dans le document de référence 2013 D.14-0600 déposé auprès de l'AMF le 4/06/2014.

Les principes comptables retenus pour la préparation et la présentation des comptes consolidés semestriels résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2014 (disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Les principes comptables appliqués par le Groupe au 30 juin 2014, sont les mêmes que ceux retenus pour les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2013, à l'exception des points présentés ci-dessous (1.1.1 Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} janvier 2014).

Les états financiers d'AUREA au 30 juin 2014 n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et interprétations publiées au 30 juin 2014 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2014.

1.1.1. Nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2014

Elles concernant principalement :

- IFRS 10 : Etats financiers consolidés,
- IFRS 11 : Partenariats,
- IFRS 12 : Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités,
- Amendements à IFRS 10, 11 et 12 : Dispositions transitoires,
- IAS 28 révisée : Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises.

Autres normes :

- IAS 32 amendée : Compensation d'actifs et de passifs financiers,
- Modification d'IAS 36 : Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers.

1.1.2. Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 30/06/2014

AUREA n'a pas opté pour une application anticipée des normes, amendements de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2014.

Normes sur les méthodes de consolidation :

- IFRS 9 : Instruments financiers, classification et évaluation,
- IFRS 9 : Instruments financiers, comptabilité de couverture,
- IFRS 15 : Produits des activités ordinaires issus des contrats clients,
- Amendements à IAS 19 : Régimes à prestations définies, cotisations des membres du personnel,
- Amendements à IFRS 11 : Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des activités conjointes,
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 : Eclaircissement sur les modes d'amortissements acceptables,
- Améliorations annuelles, cycle 2010/2012,
- Améliorations annuelles, cycle 2011/2013,
- IFRIC 21 : Droits et taxes.

1.2. Règles et méthodes de consolidation

1.2.1. Périmètre de consolidation

Le groupe applique, à compter du 1er janvier 2014, les nouvelles normes relatives au périmètre de consolidation IFRS 10, 11, 12 et IAS 28 amendée.

La norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés » remplace la norme IAS 27 ainsi que l'interprétation SIC 12 « Consolidation – Entités ad hoc » pour tous les aspects relatifs au contrôle et aux procédures de consolidation selon la méthode de l'intégration globale. Elle redéfinit la notion de contrôle d'une entité sur la base de trois critères :

- Le pouvoir sur l'entité, c'est-à-dire la capacité de diriger les activités qui ont le plus d'impacts sur la rentabilité ;
- L'exposition aux rendements variables de l'entité, qui peuvent être positifs, sous la forme de dividende ou de tout autre avantage économique, ou négatifs ;
- Et le lien entre le pouvoir de ces rendements, soit la faculté d'exercer le pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur les rendements obtenus.

En pratique, les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote en assemblée générale, au conseil d'administration ou au sein de l'organe de direction équivalent, lui conférant le pouvoir de diriger leurs politiques opérationnelles et financières, sont généralement réputées contrôlées et consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

La norme IFRS 11 « Partenariats » remplace la norme IAS 31 pour tous les aspects relatifs à la comptabilisation des entités sous contrôle conjoint. Le contrôle conjoint est établi lorsque les décisions concernant les activités prépondérantes de l'entité requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Les partenariats sont désormais classés en deux catégories (co-entreprises et activités conjointes) selon la nature des droits et obligations détenus par chacune des parties. Cette classification est généralement établie par la forme légale du véhicule juridique employé pour porter le projet.

- Une coentreprise (joint-venture) est un partenariat dans lequel les parties (co-entrepreneurs) qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Les coentreprises sont consolidées suivant la méthode de la mise en équivalence.
- Une activité conjointe (joint-opération) est un partenariat dans lequel les parties (coparticipants) ont des droits directs sur les actifs et des obligations directes au titre des passifs de l'entité. Chaque coparticipant doit comptabiliser sa quote-part d'actifs, de passifs, de produits et de charges relatives à ses intérêts dans l'activité conjointe.

La norme IAS 28 amendée définit la notion d'influence notable et décrit la méthode de la mise en équivalence applicable aux participations dans les entreprises associées et dans les coentreprises au sens d'IFRS 11. Elle intègre également les anciennes dispositions de SIC 13 « Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires des co-entrepreneurs ». Les entreprises associées sont des entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable. L'influence notable est présumée lorsque la participation du groupe est supérieure à 20%. Elle peut néanmoins être avérée dans des cas de pourcentages de détention inférieurs, notamment lorsque le groupe est représenté au conseil d'administration ou dans tout organe de gouvernance équivalent, participant ainsi à l'élaboration des politiques opérationnelles et financières de l'entité ainsi qu'à ses orientations stratégiques.

La norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités » définit les informations à inscrire dans les états financiers annuels au titre des participations dans les filiales, partenariats, entités associées ou entités structurées non consolidées.

Au niveau du périmètre de consolidation du groupe, les travaux de mise en œuvre de ces nouvelles normes IFRS 10, 11, 12 et IAS 28 amendée n'ont pas modifié les méthodes de consolidation utilisées jusqu'à présent.

La norme IFRS 12 n'aura pas d'impact significatif sur les comptes consolidés annuels publiés au titre de l'exercice 2014, le groupe présentant déjà dans ses comptes consolidés annuels la plupart des informations requises.

1.2.2. Opérations intragroupe

Les opérations et transactions réciproques d'actif et passif, de produits et de charges, entre entreprises intégrées, sont éliminées dans les comptes.

Cette opération est réalisée : Lorsqu'une entité du groupe, consolidée suivant la méthode de l'intégration globale, réalise une transaction avec une co-entreprise ou une entreprise associée consolidée suivant la méthode de la mise en équivalence, les profits et pertes résultant de cette transaction ne sont comptabilisés dans les comptes consolidés du groupe qu'à hauteur des intérêts détenus par les tiers dans la coentreprise ou l'entreprise associée.

1.2.3. Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1er janvier 2004 et jusqu'au 31 décembre 2009 ont été comptabilisés selon les principes de la précédente version de la norme IFRS 3.

Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1er janvier 2010 sont comptabilisés conformément aux dispositions d'IFRS 3 révisée.

En application de cette nouvelle norme, le groupe comptabilise à la juste valeur aux dates de prise de contrôle, les actifs acquis et les passifs assumés identifiables. Le coût d'acquisition correspond à la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des passifs encourus et/ou des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de l'entité acquise et de tout autre coût directement attribuable à l'acquisition. Les ajustements de prix éventuels sont évalués à leur juste valeur à chaque arrêté. Au-delà d'une période de 12 mois à compter de la date d'acquisition, tout changement ultérieur de cette juste valeur est constaté en résultat.

Les coûts directement attribuables à l'acquisition tels que les honoraires de due diligence et les autres honoraires associés sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

La valeur d'acquisition est affectée en comptabilisant les actifs acquis et les passifs assumés identifiables de l'entreprise acquise à leur juste valeur à cette date, à l'exception des actifs ou des groupes d'actifs classés comme détenus en vue de leur vente selon IFRS 5, qui sont comptabilisés à leur juste valeur diminuée du coût de la vente. La différence positive entre le coût d'acquisition et la part d'intérêt d'AUREA dans la juste valeur des actifs acquis et passifs assumés identifiables est comptabilisée en goodwill.

Le groupe dispose d'un délai de 12 mois, à compter de la date d'acquisition, pour finaliser la comptabilisation des opérations relatives aux sociétés acquises.

1.2.4. Activités abandonnées (arrêtées, cédées) ou en cours de cession et actifs en cours de cession

Activités abandonnées

Les activités abandonnées (arrêtées, cédées) ou en cours de cession sont présentées sur une ligne séparée du bilan consolidé à la clôture de l'exercice présenté, dès lors qu'elles concernent :

- soit un pôle d'activité ou une zone géographique significative pour le groupe faisant partie d'un plan unique de cession,
- soit une filiale acquise uniquement dans un but de revente.

Les actifs rattachés aux activités abandonnées sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession. Les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités abandonnées sont présentés sur une ligne séparée pour toutes les périodes présentées.

Actifs en cours de cession

Les actifs non courants dont la cession a été décidée au cours de la période sont présentés sur une ligne séparée du bilan, dès lors que la cession doit intervenir dans les 12 mois. Ils sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession.

Contrairement aux activités abandonnées, les éléments du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie ne sont pas présentés sur une ligne séparée.

1.3. Méthodes d'évaluation et de présentation

1.3.1. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées suivant les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Evaluations retenues pour les tests de perte de valeur

Les hypothèses et les estimations qui sont faites pour déterminer la valeur recouvrable des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles portent en particulier sur les perspectives de marché nécessaires à l'évaluation des flux de trésorerie et les taux d'actualisation retenus. Toute modification de ces hypothèses pourrait avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable et pourrait amener à modifier les pertes de valeur à comptabiliser.

Paiements en actions

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation des plans d'attribution d'actions sont définies par la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions ». L'attribution d'actions gratuites représente un avantage consenti à leurs bénéficiaires et constitue à ce titre un complément de rémunération supporté par AUREA. S'agissant d'opérations ne donnant pas lieu à des transactions monétaires, les avantages ainsi accordés sont comptabilisés en charges sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Ils sont évalués sur la base de la juste valeur à la date d'attribution des instruments de capitaux propres attribués.

Evaluation de la juste valeur

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale. Les justes valeurs sont hiérarchisées selon trois niveaux :

- Niveau 1 : prix cotés sur un marché actif. Les valeurs mobilières de placement sont valorisées ainsi ;
- Niveau 2 : modèle interne avec des paramètres observables à partir de techniques de valorisations internes : ces techniques font appel aux méthodes de calcul mathématiques usuelles intégrant des données observables sur les marchés ;
- Niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables.

Evaluations des engagements de retraite

Le groupe participe à des régimes de retraite à cotisation ou à prestation définies. Les engagements liés à ces derniers régimes sont calculés sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, les augmentations de salaires futures, le taux de rotation du personnel, les tables de mortalité. Ces hypothèses sont généralement mises à jour annuellement.

1.3.2. Coût de l'endettement financier

Le coût de l'endettement financier comprend le coût du financement, les charges d'intérêts des obligations, le résultat de change, les revenus des placements de trésorerie et des équivalents de trésorerie. Les placements de trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur dans le compte de résultat.

1.3.3. Impôts sur le résultat

Le groupe calcule ses impôts sur le résultat conformément aux législations en vigueur dans le pays où les résultats sont taxables. Conformément à la norme IAS 12, des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des éléments d'actif et passif et leurs valeurs fiscales. Ils sont calculés sur la base des derniers taux d'impôt adoptés ou en cours d'adoption à la clôture des comptes. Les effets des modifications des taux d'imposition d'un exercice à l'autre sont inscrits dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel la modification est intervenue.

Les soldes d'impôts différés sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque société ou du résultat d'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale considéré, et sont présentés à l'actif ou au passif du bilan pour leur position nette par entité fiscale. Les impôts différés sont revus à chaque arrêté pour tenir compte notamment des incidences des changements de législation fiscale et des perspectives de recouvrement. Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

1.3.4. Résultat par action

Le résultat par action non dilué correspond au résultat net part du groupe, rapporté au nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, diminué des titres auto-détenus.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen d'actions en circulation est ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des instruments de capitaux propres émis par l'entreprise, en particulier les plans d'attribution d'actions gratuites.

1.3.5. Goodwill

Le goodwill correspond à l'écart constaté à la date d'entrée d'une société dans la périmètre de consolidation, entre d'une part, le coût d'acquisition des titres de celle-ci et, d'autre part, la part du groupe dans la juste valeur aux dates d'acquisition des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables relatifs à la société.

Les goodwill relatifs aux filiales intégrés globalement sont enregistrés à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « Ecart d'acquisition ».

Les goodwill ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de valeur (« impairment test ») au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé dans l'exercice en résultat opérationnel et est non réversible.

Les écarts d'acquisition négatifs (badwill) sont comptabilisés directement en résultat l'année de l'acquisition.

1.3.6. Autres immobilisations incorporelles

Elles comprennent principalement des droits d'exploitation. Les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d'acquisition, diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulés.

Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien. Les principales durées d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations incorporelles sont les suivantes :

- Logiciels : 2 à 5 ans
- Licences d'exploitation : 15 à 20 ans

1.3.7. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien. Les principales durées d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

- Constructions : 10 à 15 ans
- Agencement, aménagements des constructions : 8 à 15 ans
- Matériels et outillages : 3 à 15 ans
- Installations et agencements : 3 à 20 ans
- Matériel et mobilier de bureau : 3 à 15 ans

1.3.8. Contrats de location financement

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens, en contrepartie il est comptabilisé un passif financier. Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilisation.

1.3.9. Pertes de valeur des actifs immobilisés non financiers

Les actifs immobilisés incorporels et corporels doivent faire l'objet de tests de valeur dans certaines circonstances. Pour les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, les goodwill et les immobilisations encours, un test est réalisé au minimum une fois par an et à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît. Pour les autres immobilisations, un test est réalisé seulement lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les actifs soumis aux tests de perte de valeur sont regroupés au sein d'unités génératrices de trésorerie (UGT), correspondant à des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation génère des flux d'entrée de trésorerie identifiables. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel. La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie susceptibles de découler d'un actif ou d'une UGT. Le taux d'actualisation est déterminé, pour chaque unité génératrice de trésorerie, en fonction du profil de risque de son activité.

1.3.10. Actifs financiers non courant

Les actifs financiers non courants comprennent les participations non consolidées, des dépôts et cautionnement et des autres créances immobilisées.

1.3.11. Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. A chaque clôture, ils sont valorisés au plus bas du coût historique et de la valeur nette de réalisation.

1.3.12. Clients et autres créances d'exploitation

Les créances clients et autres créances d'exploitation sont des actifs financiers courants. Elles sont évaluées initialement à la juste valeur, qui correspond en général à leur valeur nominale. A chaque arrêté, les créances sont évaluées au coût amorti, déduction faite des pertes de valeur tenant compte des risques éventuels de non recouvrement.

1.3.13. Disponibilités et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les comptes courants bancaires et les équivalents de trésorerie correspondant à des placements à court terme, liquides et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les équivalents de trésorerie sont notamment constitués d'OPCVM et de certificats de dépôts dont la maturité n'excède pas trois mois à l'origine. Les découverts bancaires sont exclus des disponibilités et sont présentés en dettes financières courantes.

1.3.14. Titres autodétenus

Les titres auto-détenus par le groupe sont comptabilisés en déduction des capitaux propres pour leurs coûts éventuels. Les éventuels profits ou pertes liés à l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation de titres auto-détenus sont comptabilisés directement en capitaux propres sans affecter le résultat.

1.3.15. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont présentées au bilan dans les comptes de régularisation passif.

1.3.16. Provisions non courantes

Elles comprennent les provisions non directement liées au cycle d'exploitation évaluées conformément à la norme IAS 37. Elles sont comptabilisées lorsqu'à la clôture de l'exercice il existe une obligation actuelle, juridique ou implicite, du groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable que l'extinction de cette obligation se traduira pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et lorsque le montant de cette obligation peut être estimé de façon fiable. Elles sont évaluées sur la base de leur montant actualisé correspondant à la meilleure estimation de la consommation de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

1.3.17. Provisions courantes

Les provisions courantes correspondent aux provisions directement liées au cycle d'exploitation, qu'elle que soit leur échéance estimée. Elles sont comptabilisées conformément à la norme IAS 37 (voir ci-dessus). Elles comprennent également la part à moins d'un an des provisions non directement liées au cycle d'exploitation.

1.3.18. Provisions pour retraites

Les engagements liés aux régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan pour le personnel en activité. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture annuelle.

Pour les régimes à prestations définies financés dans le cadre d'une gestion externe (contrat d'assurance), l'excédent ou l'insuffisance de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations est comptabilisée au bilan.

Le coût des services passé correspond aux avantages octroyés soit lorsque l'entreprise adopte un nouveau régime à prestations définies, soit lorsqu'elle modifie le niveau des prestations d'un régime existant. Lorsque les nouveaux droits à prestation sont acquis dès l'adoption du nouveau régime ou le changement d'un régime existant, le coût des services passés est immédiatement comptabilisé en résultat.

Les écarts actuariels résultent des effets des changements d'hypothèses actuarielles et des changements liés à l'expérience (différence entre les hypothèses actuarielles retenues et la réalité constatée).

1.3.19. Emprunts obligataires, autres emprunts et dettes financières

Ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ce taux est déterminé après prise en compte des primes de remboursement et des frais d'émission. Selon cette méthode, la charge d'intérêt est évaluée de manière actuarielle et est présentée dans la rubrique « coût de l'endettement financier ».

Les instruments financiers qui contiennent à la fois une composante de dette financière et une composante de capitaux propres, tels que les obligations convertibles en actions, sont comptabilisés conformément à la norme IAS 32. La valeur comptable de l'instrument hybride est allouée entre sa composante dette et sa composante capitaux propres, la part capitaux propres étant définie comme la différence entre la juste valeur de l'instrument hybride et la juste valeur attribuée à la composante dette. Cette dernière correspond à la juste valeur d'une dette ayant des caractéristiques similaire mais ne comportant pas de composante capitaux propres. La valeur attribuée à la composante capitaux propres comptabilisée séparément n'est pas modifiée durant la vie de l'instrument.

La composante dette est évaluée selon la méthode du coût amorti sur la durée de vie estimée. Les frais d'émission sont alloués proportionnellement à la composante dette et à la composante capitaux propres.

La part à moins d'un an des dettes financières est classée dans le poste « Partie à court terme des emprunts portant intérêts ».

1.3.20. Revenus

Les revenus sont constitués par des ventes de biens et services produits dans le cadre des activités principales du groupe. Ces revenus sont comptabilisés selon IAS 18 " produits des activités ordinaires " lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue et lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens, que le revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au groupe.

Les remises commerciales ou rabais sont comptabilisés en déduction du revenu.

2. Acquisitions d'entreprises

Par jugement du Tribunal de Commerce du Mans, AUREA a repris en date du 8 mars 2014 les actifs immobiliers et industriels de l'activité de recyclage de déchets mercuriels de la société HG INDUSTRIES (ex. MBM), située à Voivres-lès-Le Mans ; cette acquisition vient renforcer le pôle Métaux & Alliages groupe qui dispose ainsi de cinq filiales actives.

Valeur dans les comptes de la société achetée comparée à leur valeur réévaluée dans les comptes d'AUREA :

<i>Juste valeur des actifs et passifs acquis – en K€</i>	Valeurs historiques	Ajustement juste valeur	Juste valeur
Actifs incorporels	10	-	10
Actifs corporels	10	1 392	1 402
Actifs financiers non courants	-	-	-
Stocks	-	-	-
Clients et autres débiteurs	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	-
PRC	-	-7	-7
Fournisseurs et autres créditeurs	-	-	-
Dettes financières	-	-605	-605
IDP nets	-	-461	-461
Actifs nets acquis	20	319	339
Ecart d'acquisition sur quote-part acquise	-	-	-318
Juste valeur de la contrepartie remise au vendeur	-	-	20

Le contexte de l'acquisition, faite à la barre du Tribunal de Commerce du Mans, est la raison principale de la détermination d'un écart d'acquisition négatif (badwill) ; la comptabilisation initiale de celui-ci est susceptible de modifications dans la période de 12 mois suivant l'acquisition, soit jusqu'au 19 mars 2015.

Compte tenu des différents travaux menés depuis l'acquisition de cette société afin d'accroître les capacités de production du site, le chiffre d'affaires réalisé par l'entité depuis son acquisition est non significatif ; le résultat de la période ce compris le goodwill s'élève à 0,3 M€.

3. Evènements survenus depuis la clôture du semestre

AUREA a été choisie par le Tribunal de Commerce de Tournai (Belgique) comme repreneur des actifs mobiliers et immobiliers de la société FLORIDIENNE CHIMIE. Spécialisée dans le traitement et le recyclage du zinc, du cadmium, du plomb, cette usine emploiera 70 personnes pour un chiffre d'affaires attendu de 22 millions.

Le site d'Ath s'étend sur 5 hectares et abrite une activité de stabilisant plastiques ultra moderne dont l'activité pourrait être relancée après remise à niveau des activités traditionnelles. Cette opération place au 1er rang du recyclage des métaux cette branche d'AUREA.

4. Notes au bilan consolidé

Note 1 : Ecart d'acquisition

En K€	Valeur nette
Valeur au 30/06/2012	10 195
Ecart d'acquisition constatés dans la période	-
Autres mouvements	1 307
Sorties de périmètre	-
Pertes de valeur	-
Valeur au 31/12/2012	11 502
Ecart d'acquisition constatés dans la période	-
Autres mouvements	-
Sorties de périmètre	-
Pertes de valeur	-
Valeur au 30/06/2013	11 502
Ecart d'acquisition constatés dans la période	-
Autres mouvements	30
Sorties de périmètre	-
Pertes de valeur	-
Valeur au 31/12/2013	11 532
Ecart d'acquisition constatés dans la période	-
Autres mouvements	17
Sorties de périmètre	-
Pertes de valeur	-
Valeur au 30/06/2013	11 549

Note 2 : Immobilisations incorporelles et corporelles**Immobilisations incorporelles**

En K€	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Total
Valeur brute au 30/06/2012	1 422	2 206	3 628
Acquisitions	-	251	251
Cessions	-	-164	-164
Effets de périmètre et reclassement	-1 422	-	-1 422
Valeur brute au 31/12/2012	0	2 293	2 293
Acquisitions	-	41	41
Cessions	-	-9	-9
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-
Valeur brute au 30/06/2013	0	2 326	2 326
Acquisitions	-	-	-
Cessions	-	-	-
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-
Valeur brute au 31/12/2013	0	2 326	2 326
Acquisitions	-	100	100
Cessions	-	-37	-37
Effets de périmètre et reclassement	-	3	3
Valeur brute au 30/06/2014	0	2 392	2 392

En K€	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Total
Amortissements au 30/06/2012	-115	-904	-1 019
Amortissements de la période	-	-201	-201
Cessions	-	76	76
Effets de périmètre et reclassement	115	-	115
Amortissements au 31/12/2012	0	-1 030	-1 030
Amortissements de la période	-	-72	-72
Cessions	-	3	3
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-
Amortissements au 30/06/2013	0	-1 099	-1 099
Amortissements de la période	-	-	-
Cessions	-	-	-
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-
Amortissements au 31/12/2013	0	-1 176	-1 176
Amortissements de la période	-	-78	-78
Cessions	-	18	18
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-
Amortissements au 30/06/2014	0	-1 235	-1 235

En K€	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Total
Valeur nette au 30/06/2012	1 307	1 303	2 609
Valeur nette au 31/12/2012	0	1 263	1 263
Valeur nette au 30/06/2013	0	1 226	1 226
Valeur nette au 31/12/2013	0	1 150	1 150
Valeur nette au 30/06/2014	0	1 156	1 156

Immobilisations corporelles

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur brute au 30/06/2012	4 062	13 140	63 523	3 152	2 518	86 395
Acquisitions	477	231	1 178	92	122	2 099
Cessions	-3	-10	-608	-49		-322
Effets de périmètre et reclassement	482	-482	401	-	401	-
Valeur brute au 31/12/2012	5 017	12 878	64 494	3 196	2 570	88 155
Acquisitions	1	53	783	207	507	1 551
Cessions	-	-	-267	-290	-34	-591
Effets de périmètre et reclassement	-	-	65	-	-65	-
Valeur brute au 30/06/2013	5 018	12 931	65 075	3 113	2 978	89 115
Acquisitions	11	379	2 416	276	727	3 809
Cessions	-	-22	-784	-399	-	-1 206
Effets de périmètre et reclassement	-	-	3 718	-85	-75	3 558
Valeur brute au 31/12/2013	5 029	13 236	69 843	2 987	3 222	94 317
Acquisitions	26	12	725	48	135	948
Cessions	-	-	-	-	-	-
Effets de périmètre et reclassement	58	264	2 285	82	-1 300	1 388
Valeur brute au 30/06/2014	5 114	13 512	72 853	3 117	2 057	96 652

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Amortissements au 30/06/2012	-337	-5 939	-33 067	-2 825	-	-42 167
Amortissements de la période	-22	-408	-2 438	-119	-	-2 986
Cessions	50	47	624	16	-	737
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	-	-	-
Amortissements au 31/12/2012	-309	-6 299	-34 886	-2 928	-	-44 421
Amortissements de la période	-9	-296	-1 931	-110	-	-2 347
Cessions	-	-	162	83	-	245
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	-	-	-
Amortissements au 30/06/2013	-318	-6 595	-36 655	-2 955	-	-46 523
Amortissements de la période	-112	-667	-4 143	-138	-	-5 060
Cessions	2	22	402	159	-	585
Effets de périmètre et reclassement	15	-12	18	66	-	87
Amortissements au 31/12/2013	-405	-6 957	-38 610	-2 840	-	-48 812
Amortissements de la période	-9	-334	-2 254	-67	-	-2 264
Cessions	-	-	-	-	-	-
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	-	-	-
Amortissements au 30/06/2014	-414	-7 290	-40 864	-2 907	-	-51 475

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur nette au 30/06/2012	3 724	7 201	30 456	327	2 518	44 228
Valeur nette au 31/12/2012	4 708	6 579	29 608	268	2 570	43 734
Valeur nette au 30/06/2013	4 700	6 335	28 421	158	2 978	42 592
Valeur nette au 31/12/2013	4 624	6 280	31 233	147	3 222	45 505
Valeur nette au 31/12/2014	4 699	6 222	31 988	210	2 057	45 177

En K€	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette
Dont location financement au 30/06/2012	14 006	-5 602	8 404
Dont location financement au 31/12/2012	14 181	-6 126	8 055
Dont location financement au 30/06/2013	14 505	-6 570	7 935
Dont location financement au 31/12/2013	14 506	-7 026	7 480
Dont location-financement au 30/06/2014	15 398	-7 488	7 910

Note 3 : Actifs financiers non courants

Titres de participation non consolidés

En K€	Au 31/12/2013	Augmentations	Diminutions	Au 30/06/2014
OIL ENVIRONMENTAL AFRICA	34	-	-	34
AUREA Belgique	19	-	-19	-
Autres	21	20	-20	21
Total titres de participation non consolidés	74	20	-39	55

Autres actifs financiers

En K€	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Dépôts et cautionnements versés	1 083	1 077	1 080	1 022	1 733
Autres créances immobilisées	215	217	235	268	282
Total autres actifs financiers	1 298	1 294	1 315	1 290	2 015

Note 4 : Stocks

En K€	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Métaux & Alliages	18 018	18 374	18 904	18 510	19 757
Produits dérivés du Pétrole	5 753	6 058	4 461	3 984	5 926
Caoutchouc & Développements	1 001	984	961	1 091	1 145
Total valeurs brutes	24 773	25 417	24 326	23 585	26 828

En K€	Au 31/12/2013	Dotations	Reprises	Au 30/06/2014
Métaux & Alliages	-103	0	9	-94
Produits dérivés du Pétrole	-59	-103	59	-103
Caoutchouc & Développements	-31	-10	28	-13
Total dépréciations	-193	-113	95	-211

En K€	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Métaux & Alliages	17 924	18 271	18 817	18 388	19 727
Produits dérivés du Pétrole	5 650	5 999	4 390	3 786	5 814
Caoutchouc & Développements	988	953	926	1 053	1 126
Total valeurs nettes	24 562	25 223	24 133	23 227	26 667

Note 5 : Clients et autres débiteurs

En K€	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Créances clients et comptes rattachés	22 733	13 574	18 578	12 794	20 586
Etat, organismes sociaux	4 468	3 469	4 754	1 529	3 230
Créances diverses	8 316	4 964	5 771	4 516	7 625
Charges constatées d'avance	586	334	589	371	706
Total clients et autres débiteurs	36 103	22 340	29 692	19 210	32 147

Analyse des créances clients

En K€	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013	31/12/2012
Créances clients facturées	23 302	14 174	19 130	13 286
Dépréciation des créances clients	-569	-599	-552	-492
Créances clients nettes	22 733	13 574	18 578	12 794

Analyse des créances échues non dépréciées

En K€	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013	31/12/2012
< 30 jours	3 824	3 975	1 866	3 691
Entre 30 et 60 jours	4 092	1 215	172	85
Entre 60 et 90 jours	7	6	17	57
> 90 jours	3	125	87	81

Note 6 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013	31/12/2012
Actions et obligations	3 223	393	686	701
OPCVM	278	772	12 599	6 418
Dépôts à terme	9 078	14 258	13 795	8 799
Total valeurs mobilières de placement	12 579	15 423	27 080	15 919
Disponibilités	5 436	9 964	4 136	3 432
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18 016	25 387	31 217	19 351
Concours bancaires à CT (cf. note 8)	-158	-268	-5	-3
Trésorerie à la clôture	17 857	25 119	31 211	19 348

Note 7 : Provisions pour risques et charges

En K€	Ouverture au 01/01/2014	Effet de périmètre et reclassement	Dotations	Reprises		Clôture au 30/06/2014
				Utilisations	Devenues sans objet	
Passifs non courants :						
. Risques fiscaux	78	-	51	-	-13	116
Provisions pour risques et charges	78	-	51	-	-13	116
Engagements pour indemnités de fin de carrière	1 090	7	-	-	-2	1 096
Passifs courants :						
. Risques opérationnels	352	-	-	-	-138	214
. Risques sociaux	684	30	-	-	-57	658
. Risques divers	60	-	-	-	-	60
Provisions pour risques et charges	1 096	30	-	-	-195	931

Note 8 : Dettes financières

En K€	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Passifs non courants :					
Dettes c/o établissements bancaires	6 818	7 105	9 398	9 056	6 138
Autres emprunts et dettes assimilées	14 601	14 020	14 440	1 353	2 095
Autres dettes	31	31	31	94	-
Emprunts portant intérêts	21 450	21 156	23 868	10 502	8 233
Passifs courants :					
Dettes c/o établissements bancaires	3 951	5 893	3 991	5 287	4 321
Autres emprunts et dettes assimilées	1 012	1 136	1 482	1 583	34 857
Autres dettes	1	-	2	2	-
Partie à CT des emprunts portant intérêts	4 964	7 030	5 476	6 871	39 178
Total des dettes financières	26 414	28 186	29 344	17 373	47 411

En K€	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Total des dettes financières	26 414	28 186	29 344	17 373	47 411
Trésorerie et équivalents de trésorerie (cf. note 6)	-17 857	-25 387	-31 211	-19 351	-44 736
Endettement net	8 557	2 799	-1 867	-1 978	2 675

En K€	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Autres emprunts	10 611	12 730	13 389	14 342	10 459
Total des emprunts	10 611	12 730	13 389	14 342	10 459
Concours bancaires CT	158	268	5	3	615
Total dettes c/o établissements bancaires	10 769	12 998	13 394	14 345	11 074

Note 9 : Echancier des dettes

En K€	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Part à 1 an au plus	4 964	7 030	5 476	6 871	39 178
Part exigible de 1 à 5 ans	7 836	7 529	10 167	10 243	8 162
Part exigible au-delà de 5 ans	13 614	13 627	13 701	259	71
Total dettes	26 414	28 186	29 344	17 373	47 411

Note 10 : Fournisseurs et autres créditeurs

En K€	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Fournisseurs et comptes rattachés	21 320	17 841	22 281	15 916	22 859
Etat et organismes sociaux	6 580	5 668	6 589	5 058	8 252
Dettes diverses	3 165	1 831	3 498	2 311	3 701
Comptes de régularisation passifs	251	254	243	222	54
Total fournisseurs et autres créditeurs	31 316	25 595	32 611	23 507	34 866

Note 11 : Actifs destinés à être cédés

En K€	30/06/2014	31/12/2013
Actifs destinés à être cédés ou abandonnés	337	183
Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés ou abandonnés	455	81
Actifs non courants	169	116
Actifs courants	168	67
Actifs destinés à être cédés ou abandonnés	337	183
Passifs non courants	58	-
Emprunts CT	106	19
Passifs courants hors emprunts CT	291	62
Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés ou abandonnés	455	81
Chiffre d'affaires	93	510
Résultat opérationnel	-461	-1 338
Éléments financiers	1	-7
Charge d'impôt	-	-232
Résultat net des activités abandonnées	-460	-1 577

Note 12 : Besoins en fonds de roulement

En K€	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013	31/12/2012
Stocks	661	-1 996	-906	5 164
Créances clients et comptes rattachés	-9 199	-717	-6 134	3 743
Fournisseurs et comptes rattachés	3 734	2 356	6 724	-3 176
Autres actifs courants	-4 282	-2 626	-5 065	1 922
Autres passifs courants	2 274	-278	2 793	-2 693
Total	-6 811	-3 261	-2 588	4 960

5. Notes au compte de résultat consolidé**Note 13 : Résultat par action**

Le résultat de base par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période, déduction faite du nombre d'actions autodétenues.

Le résultat dilué par action prend en compte le nombre moyen pondéré d'actions qui auraient été en circulation dans l'hypothèse d'une conversion en actions de tous les instruments potentiellement dilutifs. Par ailleurs, le résultat est corrigé le cas échéant des variations de produits et charges résultant de la conversion en actions des instruments potentiellement dilutifs. En cas d'effet anti-dilutif, le résultat dilué par action est égal au résultat de base par action.

La dilution résultant de l'exercice d'options de souscription est déterminée selon la méthode définie par la norme IAS 33.

Les tableaux ci-dessous indiquent le rapprochement entre le résultat par action avant dilution et le résultat dilué par action :

Résultat par action des activités poursuivies

	Résultat net en K€	Nombre d'actions	Résultat par action
Résultat net dilué au 30/06/2012	2 821	12 473 966	0,19 €
Résultat avant dilution au 31/12/2012	1 944	11 301 609	0,17 €
Palements fondés sur des actions	31	23 600	
Résultat net dilué au 31/12/2012 (*)	1 975	11 325 209	0,17 €
Résultat avant dilution au 30/06/2013	1 668	11 395 654	0,15 €
Palements fondés sur des actions	30	23 600	
Résultat net dilué au 30/06/2013 (**)	1 698	11 419	0,15 €
Résultat avant dilution au 31/12/2013	3 020	11 771 127	0,26 €
Palements fondés sur des actions	30	13 700	
Résultat net dilué au 31/12/2013 (***)	3 050	11 784 827	0,26 €
Résultat avant dilution au 30/06/2014	1 701	11 349 512	0,15 €
Palements fondés sur des actions	15	28 800	
Résultat net dilué au 30/06/2014 (****)	1 716	11 378 312	0,15 €

Nombre d'actions = nombre total d'actions – actions détenues en autocontrôle

(*) Nombre d'actions au 31/12/2012 = nombre moyen d'actions ordinaires 11 749 639 – 448 030 actions d'autocontrôle

(**) Nombre d'actions au 30/06/2013 = nombre d'actions ordinaires 11 842 054 – 446 400 actions d'autocontrôle

(***) Nombre d'actions au 31/12/2013 = nombre d'actions ordinaires 11 902 943 – 131 816 actions d'autocontrôle

(****) Nombre d'actions au 30/06/2014 = nombre d'actions ordinaires 11 600 000 – 250 488 actions d'autocontrôle

Résultat par action part du groupe

	Résultat net en K€	Nombre d'actions	Résultat par action
Résultat net dilué au 30/06/2012	2 821	12 473 966	0,19 €
Résultat avant dilution au 31/12/2012	1 944	11 301 609	0,17 €
Palements fondés sur des actions	31	23 600	
Résultat net dilué au 31/12/2012 (*)	1 975	11 325 209	0,17 €
Résultat avant dilution au 30/06/2013	1 668	11 395 654	0,15 €
Palements fondés sur des actions	30	23 600	
Résultat net dilué au 30/06/2013 (**)	1 698	11 419	0,15 €
Résultat avant dilution au 31/12/2013	1 450	11 771 127	0,13 €
Palements fondés sur des actions	30	13 700	
Résultat net dilué au 31/12/2013 (***)	1 480	11 784 827	0,13 €
Résultat avant dilution au 30/06/2014	1 238	13 349 512	0,11 €
Palements fondés sur des actions	15	28 800	
Résultat net dilué au 30/06/2014 (****)	1 253	11 378 312	0,11 €

Nombre d'actions = nombre total d'actions – actions détenues en autocontrôle

(*) Nombre d'actions au 31/12/2012 = nombre moyen d'actions ordinaires 11 749 639 – 448 030 actions d'autocontrôle

(**) Nombre d'actions au 30/06/2013 = nombre d'actions ordinaires 11 842 054 – 446 400 actions d'autocontrôle

(***) Nombre d'actions au 31/12/2013 = nombre d'actions ordinaires 11 902 943 – 131 816 actions d'autocontrôle

(****) Nombre d'actions au 30/06/2014 = nombre d'actions ordinaires 11 600 000 – 250 488 actions d'autocontrôle

Note 14 : Information sectorielle**Informations par segment opérationnel**

En K€	Pôle Métaux & Alliage	Pôle Produits dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développements	Autres	Total au 30/06/2014
Chiffre d'affaires	64 030	19 148	5 987	192	89 356
Actifs non courants	23 428	22 604	5 740	7 695	59 466

En K€	Pôle Métaux & Alliages	Pôle Produits dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développements	Autres	Total au 30/06/2013
Chiffre d'affaires	57 946	19 566	5 651	13	83 175
Actifs non courants	24 559	24 365	6 454	2 490	57 869

En K€	Pôle Métaux & Alliages	Pôle Produits dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développements	Autres	Total au 30/06/2012
Chiffre d'affaires	64 116	25 863	5 603	13	95 595
Actifs non courants	25 284	29 308	4 511	2 795	61 899

Informations par nationalité des sociétés

En K€	France	Europe	Total au 30/06/2014
Chiffre d'affaires	87 446	1 910	89 356
Actifs non courants	54 294	5 172	59 466

En K€	France	Europe	Total au 30/06/2013
Chiffre d'affaires	80 623	2 552	83 175
Actifs non courants	51 719	6 150	57 869

En K€	France	Europe	Total au 30/06/2012
Chiffre d'affaires	91 802	3 793	95 595
Actifs non courants	55 445	6 454	61 899

6. Liste des sociétés consolidées au 30/06/2014

Sociétés françaises		
		Société mère
AUREA	Paris 8 ^{ème}	
AUREA Assurconseil	Paris 8 ^{ème}	100%
AUREA Investimmo	Paris 8 ^{ème}	100%
BHS France	Paris 8 ^{ème}	100%
BORITIS	Paris 8 ^{ème}	100%
BROPLAST	Izernore	100%
Compagnie Française ECO HUILE	Lillebonne	100%
HG INDUSTRIES (*)	Paris 8 ^{ème}	100%
M LEGO	La Ferté Bernard	100%
MATEREGE	Paris 8 ^{ème}	100%
PLASTINEO	Poligny	60%
POUDMET	Bailleval	100%
REGEAL	Compiègne	100%
ROLL GOM	Tilloy les Mofflaines	100%
TREZ	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI des Mofflaines	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI de Compiègne	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI Albrecht 8 (*)	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI Pérignat (*)	Paris 8 ^{ème}	100%
Sociétés étrangères		
BHS GmbH (Allemagne)	Blieskastel Bockweiler	100%
AUREA Portugal (ex IBER Reciclagem) (Portugal)	Vila Nova de Gaia	98%
IBER Reciclagem II (Portugal)	Vila Nova de Gaia	98%
RULO (Belgique)	Herinnes lez Pecq	100%

(*) Sociétés nouvellement consolidées de la période

Comptes consolidés au 30/06/2014

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2014

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2-III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AUREA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité, commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Bry sur Marne, le 29 août 2014

Les commissaires aux comptes

Cabinet CFG AUDIT
Sébastien INDUNI



Cabinet Gilles HUBERT
Guilhem PRINCÉ





Groupe européen dédié au développement durable

Société Anonyme au capital de 14 149 840,80 €
Siège social : 3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris
RCS Paris B 562 122 226

www.aurea-france.com

